



## **Interview de François Villeroy de Galhau – Gouverneur de la Banque de France**

LA CROIX - 8 novembre 2018

**Le gouverneur de la Banque de France, François Villeroy de Galhau, estime qu'il faudra deux à trois ans pour que les réformes produisent des effets. Il rappelle que le pouvoir d'achat des Français devrait croître d'au moins 1 % cette année et à nouveau l'an prochain.**

**Marie Dancer - La Croix : La croissance française a ralenti en début d'année. La reprise de 2017 est-elle déjà derrière nous ?**

François Villeroy de Galhau : Après une très forte accélération en 2017 et un trou d'air début 2018, les chiffres du troisième trimestre ont confirmé que notre croissance se stabilise. Le PIB devrait croître de 1,6 % cette année. C'est supérieur à la croissance moyenne annuelle depuis 2008, et c'est une invitation à poursuivre résolument les réformes engagées. Notre retard de croissance par rapport à nos voisins européens, même s'il tend à diminuer, s'explique encore par notre retard de réformes.

**Que faut-il encore faire ?**

Les réformes engagées depuis 18 mois vont dans le bon sens. Il n'est pas acceptable que notre croissance soit aujourd'hui freinée par les difficultés de recrutement, alors que la France compte plus de 2,5 millions de chômeurs ! Il faut donc abaisser ce chômage structurel, véritable limitateur de vitesse de notre économie.

Les ordonnances travail de septembre 2017, la loi « avenir professionnel » votée cette année pour l'apprentissage des jeunes et la formation professionnelle des adultes, ainsi que les réformes dans l'éducation et l'enseignement supérieur, sont la réponse à ce défi. Maintenant, il faut que tout le monde s'en empare : entreprises, partenaires sociaux, collectivités locales, car la mise en œuvre ne dépend pas seulement du gouvernement.

## **Certains critiquent la remise en cause de notre modèle social...**

La France reste bien dans un modèle social qui caractérise l'Europe et auquel nous sommes tous attachés. Il repose sur trois piliers : des services publics de qualité, moins d'inégalités via la solidarité sociale et fiscale, et un marché du travail régulé.

Mais il faut en corriger les faiblesses : cela passe par davantage d'emplois et moins de dette publique. C'est ce que montre le succès de plusieurs de nos partenaires de toutes sensibilités politiques, des Pays-Bas au Portugal, avec le même modèle social et la même monnaie que nous : les réformes structurelles créent toujours de l'emploi et de la croissance. Mais cela prend au moins 2 à 3 ans. Il nous faut donc être persévérant.

## **En attendant, les Français s'inquiètent pour leur pouvoir d'achat, amputé par la hausse du prix des carburants...**

Il faut bien sûr être attentif à la forte sensibilité des automobilistes ; mais essayons aussi de voir au-delà de la seule fixation sur les taxes diesel. Le prix du pétrole a potentiellement atteint un point haut début octobre, et a baissé de 15 % depuis. Et le pouvoir d'achat global des Français devrait augmenter d'au moins 1 % cette année, et à nouveau l'année prochaine, sous le double effet positif des emplois créés et des salaires qui augmentent. L'inflation devrait rester maîtrisée autour de 2 % : c'est le mandat de la Banque centrale européenne et de la Banque de France.

## **Le gouvernement est-il à la hauteur dans la réduction des dépenses publiques ?**

C'est une autre nécessité de réformes, si nous voulons que notre modèle de solidarité soit durablement finançable. Ici, la France doit amplifier les progrès faits. Son rythme de hausse des dépenses publiques est passé d'un peu plus de 2 % par an (en volume, après inflation) avant 2010, à moins de 1 % depuis. Le gouvernement vise maintenant la quasi-stabilité pour les quatre ans qui viennent, mais les actes devront suivre ces intentions.

Le projet de budget 2019 prévoit de ramener le déficit à 1,9 % (hors effet technique du CICE), et la diminution devrait se poursuivre, pour faire enfin reculer notre dette publique qui augmente depuis près de quarante ans.

## **Où se trouvent les gisements d'économies ?**

La Banque de France n'a évidemment pas à se substituer aux choix politiques. Il faut regarder politique par politique ce qui se fait de mieux chez nos voisins de la zone euro. Ils ont globalement des dépenses publiques très inférieures aux nôtres, de l'ordre de 45 % du PIB, contre 56 % en France. Cela fait une différence de plus de 200 milliards d'euros.

## **Jusqu'où peut aller la confrontation entre la Commission européenne et Rome autour du budget italien ?**

Il faut reconnaître le problème de fond de l'Italie : une croissance insuffisante et une dette publique trop élevée. À Bruxelles et surtout à Rome – car c'est avant tout un débat démocratique italien – les discussions doivent porter sur la bonne réponse. Si on augmente encore le déficit, on fait monter aussi le coût des emprunts en Italie ; beaucoup d'économistes estiment que la croissance risque au total d'y être perdante.

## **L'euro n'est-il pas responsable de la faible croissance italienne ?**

Non. Il a facilité le financement des entreprises et ménages italiens en faisant baisser leurs taux d'intérêt d'au moins 3 %. Le gouvernement est d'ailleurs très clair sur son intention de rester dans la zone euro, comme une nette majorité d'Italiens le souhaite. Mais l'euro ne règle pas tout : il reste beaucoup de réformes relevant de choix nationaux, et c'est heureux.

## **Les tensions sur l'Italie pourraient-elles se propager au reste de la zone euro, via les banques françaises notamment, très présentes en Italie ?**

Aujourd'hui, la tension sur les taux se concentre sur l'Italie. Les risques de contagion sont donc limités et l'euro n'est pas en danger. Quant aux banques françaises, elles comptent parmi les plus solides d'Europe, comme on l'a vu dans la crise financière de 2008 ou encore dans les résultats des tests de résistance européens publiés la semaine dernière.

## **Pour autant, l'austérité budgétaire attise les populismes...**

Attention aux mots : il n'y a pas d'« austérité » quand les dépenses publiques continuent à augmenter en France. Et je me méfie de la connotation péjorative de « populisme ». Les peuples ont des attentes légitimes : moins de chômage, plus de pouvoir d'achat, pas de nouvelle crise financière. Il faut leur apporter des réponses sérieuses et durables, pas des promesses trompeuses ou simplistes. Si la dette et les déficits étaient la clé de la croissance, la France et l'Italie seraient les champions d'Europe...

## **Que peut faire l'Europe ?**

À côté des réformes nationales indispensables, la solidarité économique de la zone euro doit être accrue. Emmanuel Macron et Angela Merkel ont convenu de propositions en ce sens en juin dernier. Nos amis allemands doivent maintenant les concrétiser : c'est quand la conjoncture économique est encore porteuse que nous devons renforcer notre « maison euro » en prévision des temps moins favorables qui viendront. D'autres pays du Nord, qui refusent d'aller plus loin, car tout va bien pour eux aujourd'hui, doivent aussi le comprendre.

## **Mais cette réforme de la zone euro paraît très éloignée des préoccupations des peuples...**

La réforme de la zone euro est certes un chantier technique dans son contenu, mais elle s'appuie sur deux attentes fortes des peuples. D'abord trois citoyens européens sur quatre veulent conserver l'euro comme leur monnaie. Cette réussite exceptionnelle n'a donc rien de technocratique. Ensuite, selon un sondage que la Banque de France vient de faire pour les Journées de l'économie (Jéco) de Lyon cette semaine, 74 % des Français sont favorables à plus de coordination économique et budgétaire au niveau européen : c'est même plus que l'an dernier.

Face à l'affirmation croissante des États-Unis et de la Chine, nous avons besoin de la souveraineté européenne. L'Europe a construit une souveraineté monétaire, grâce à l'euro ; elle a en partie une souveraineté commerciale avec le marché unique et son pouvoir de négociation. Maintenant il faut accroître sa souveraineté économique.

## **Un Brexit sans accord est-il possible ? Quelles en seraient les conséquences ?**

C'est dans l'intérêt de tous qu'il y ait un accord entre le Royaume-Uni et les 27. Ces derniers font preuve d'une unité impressionnante derrière leur négociateur, Michel Barnier. Les difficultés britanniques traduisent un fait : le marché unique est comme l'air qu'on respire, on en ressent la valeur au moment où on est menacé d'en être privé. Si hélas la sortie se faisait sans accord, les conséquences seraient bien plus pénalisantes pour l'économie outre-Manche que pour la zone euro. Les pouvoirs publics prendraient néanmoins toutes les dispositions, aux plans français et européen, pour protéger juridiquement les entreprises et les ménages.

---

### **Frais bancaires, l'avertissement**

En septembre, les banques se sont engagés à la demande des pouvoirs publics de plafonner les frais bancaires à 20 € par mois et 200 € par an, pour les personnes en difficultés, qui bénéficient de l'offre bancaire spécifique. *« Nous serons extrêmement vigilants sur cet engagement, dans le cadre de l'Observatoire de l'inclusion bancaire, que je préside, et où siègent les associations de consommateurs, assure François Villeroy de Galhau. Les banques ont besoin d'un délai informatique de mise en œuvre, mais nous voulons que cette mesure soit en œuvre au printemps prochain au plus tard. Nous n'hésiterons pas à citer publiquement les banques qui seraient en retard sur leurs engagements. »*